



Vents contraires dans l'éolien en mer; Pertes & profits | Orsted

Le Monde

vendredi 9 février 2024

Copyright 2024 Le Monde Interactif tous droits réservés

Le Monde

Section: LE MONDE; Pg. 17

Length: 536 words

Byline: par Jean-Michel Bezat

Body

Orsted n'a plus le vent dans les pales, freiné par le coût de développement de certains champs d'éoliennes. Le géant danois de l'éolien en mer a annoncé, mercredi 7 février, une perte de 20,2 milliards de couronnes (2,7 milliards d'euros) en 2023, due à l'annulation, en novembre 2023, des deux énormes projets de parcs offshore Ocean Wind 1 et 2, qui devaient planter leurs mâts au large du New Jersey, dans le nord-est des Etats-Unis, alors que celui de Skipjack (Maryland) est menacé.

Fini les dividendes sur les exercices 2023, 2024 et 2025, a annoncé son PDG, Mads Nipper. L'heure est à une réduction de 4,7 milliards d'euros des investissements en 2024-2026 par rapport aux dernières anticipations. D'ici à 2030, il ramènera ses projets de 50 gigawatts (GW) à 35-38 GW, en abandonnant notamment ses programmes en Norvège, en Espagne ou au Portugal, supprimera de 600 à 800 postes (sur 8 900 salariés) et cédera pour 15 milliards d'euros d'actifs.

L'euphorie est retombée

Les retards dans les chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix des matières premières (acier...) et des taux d'intérêt, l'incertitude sur certains avantages fiscaux et les difficultés sur les permis de construire ont eu raison de la rentabilité des projets outre-Atlantique, affirme le groupe de Fredericia, dans le sud du pays. Une déconfiture qui cache aussi son manque de prévoyance lors des appels d'offres et paie un développement à marche forcée.

Soutenu par l'Etat actionnaire, **Orsted**, encore dénommé Dong Energy, avait fait un choix radical en 2017 : revendre les actifs *oil & gas* de la société au pétrochimiste Ineos, puis le réseau de distribution de courant a grossi si vite qu'il détient désormais 25 % du marché mondial de l'éolien en mer. Mais l'euphorie des dernières années est retombée.

Engie, l'anglo-néerlandais Shell, l'espagnol Iberdrola ou le suédois Vattenfall ont, eux aussi, rencontré des difficultés, le prix de vente de l'électricité négocié au départ n'étant parfois plus suffisant pour couvrir le coût de

construction des parcs. Ces difficultés sont pourtant loin de sonner le glas du secteur, et l'Agence internationale de l'énergie en fait un des éléments de la transition « verte ».

L'éolien en mer a toujours été une activité très capitalistique, où les opérateurs doivent obtenir des garanties des Etats sur les prix de l'électricité vendue pour se prémunir contre les surcoûts fréquents lors de la construction. D'autant plus que l'inflation, même en phase de ralentissement, risque de durer. Et comme la vertu ne paie pas en économie, ce sont les groupes pétroliers (européens) – forts des recettes de l'or noir et du gaz naturel liquéfié émetteurs de carbone et de méthane – qui alignent les plus grosses capacités d'investissement.

Le PDG de TotalEnergies reconnaît que sa compagnie est devenue un acteur majeur de l'éolien et du solaire grâce aux profits dégagés par les hydrocarbures. « *Le groupe est le plus gros investisseur français dans les renouvelables* », devant EDF et Engie, assurait Patrick Pouyanné, mercredi, en présentant un bénéfice net de 19,89 milliards d'euros en 2023, porté par les énergies fossiles.

Load-Date: February 8, 2024